



Essor de l'enseignement supérieur privé : 4 défis pour l'agglomération lyonnaise

La progression rapide du secteur de l'enseignement supérieur privé (ESP) vient percuter un écosystème existant, et interpelle l'action publique à plusieurs titres :

- Comment articuler cette offre avec l'enseignement supérieur public ?
- Comment garantir aux étudiants des accès équitables aux formations dans un contexte de crises (économique et sanitaire) ?
- Comment attester de la qualité des diplômes ?
- Comment préserver les équilibres territoriaux ?

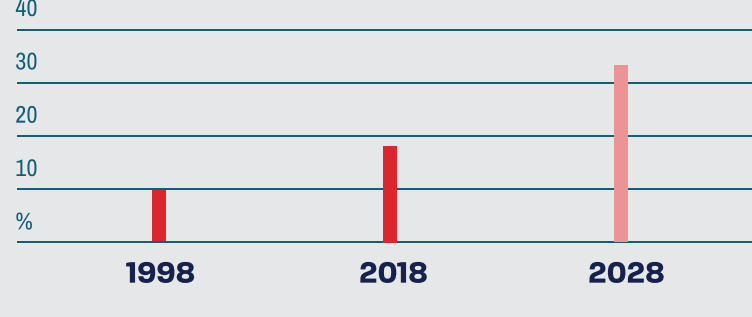
Au niveau métropolitain, le phénomène nécessite une approche transversale et systémique. Il appelle aussi l'élaboration d'une nouvelle doctrine pour outiller les services face aux demandes des établissements privés d'enseignement supérieur et déterminer quel soutien fournir à ces nouveaux acteurs incontournables, à quelles fins et à quelles conditions.

L'enseignement supérieur privé (ESP) se développe à grande vitesse en dehors du cadre stratégique de l'action publique

L'essor de l'ESP est une tendance durable depuis vingt ans, observée dans la métropole de Lyon comme au niveau national. Ce développement s'effectue en dehors des politiques élaborées avec les universités et les grandes écoles publiques. Cette situation présente des risques d'inégalités dans l'accès des étudiants aux services publics qui les concernent. Elle empêche aussi la Métropole de rassembler la diversité des acteurs locaux de l'enseignement supérieur dans la construction du projet métropolitain.

UNE TENDANCE FORTE DEPUIS 20 ANS, APPELÉE À S'INTENSIFIER

23%
des étudiants étaient déjà inscrits en établissement privé en 2015



Source : Opèle

COMMENT INTÉGRER LES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DANS L'ÉLABORATION ET LA MISE EN ŒUVRE D'UNE STRATÉGIE MÉTROPOLITAINE D'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ?

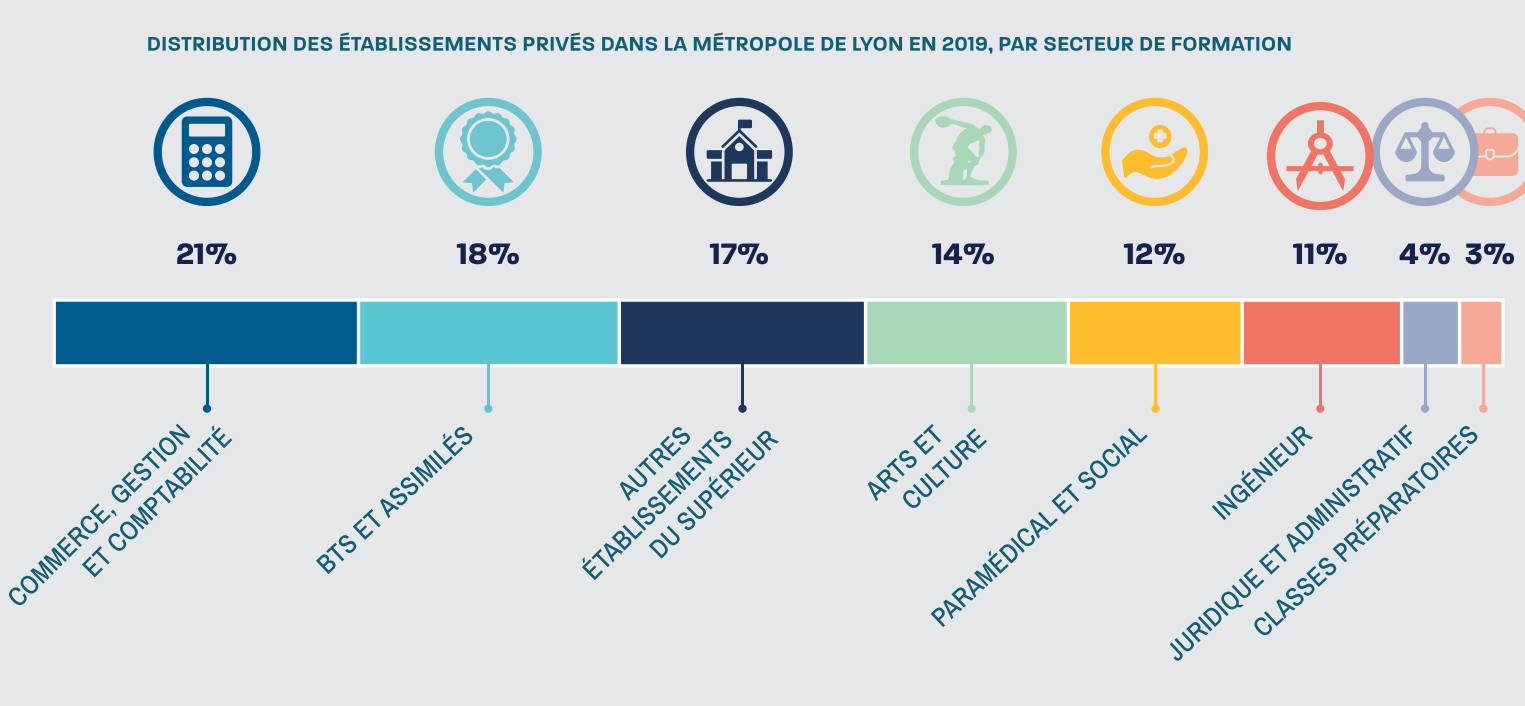
- Qui intégrer ?
- Quelle place leur donner ?
- Quels outils créer ?

Si le développement de l'ESP correspond en partie à l'ouverture de nouvelles filières, il vient aussi s'imbriquer avec une offre existante puisque nombre de formations privées concernent des disciplines proposées à l'université. Cette situation présente le risque d'une concurrence, voire d'un enseignement supérieur à deux vitesses (les frais annuels de scolarité en ESP s'élève en moyenne à 8500 euros). Elle ouvre aussi la voie à des parcours de formation innovants, inclusifs et diversifiés à condition de rendre ces offres complémentaires.

Il vient compléter l'offre publique d'enseignement supérieur

BEAUCOUP D'ÉCOLES DE COMMERCE, DANS UN LARGE PANEL DE FORMATIONS

DISTRIBUTION DES ÉTABLISSEMENTS PRIVÉS DANS LA MÉTROPOLITE DE LYON EN 2019, PAR SECTEUR DE FORMATION



Source : OurbanLyon & Urbanova

COMMENT IMBRIQUER INTELLIGEMMENT ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR PUBLIC ET PRIVÉ, EN FAVEUR DES ÉTUDIANTS ET DE L'INNOVATION PÉDAGOGIQUE ?

- Quelles carences de l'offre publique sont à combler ? Comment objectiver la qualité des formations dispensées par les écoles privées ? Comment favoriser les expérimentations et les parcours transverses ?

Un secteur protéiforme, complexe à appréhender...

L'ESP présente de grandes disparités selon la catégorie des établissements ou le niveau de certification des formations. Certains établissements non lucratifs, régis par des associations ou des fondations, sont reconnus d'intérêt général. D'autres peuvent être rattachés à des entreprises privées. Il est nécessaire de rendre lisible ce paysage pour mettre en œuvre des politiques publiques ajustées à la diversité des établissements et alignées sur les objectifs de la Métropole.

UNE GRANDE DIVERSITÉ D'ÉTABLISSEMENTS ET DE DIPLÔMES



3/4 C'est la part des EETP dans l'enseignement privé de l'agglomération.

QUELS INDICATEURS METTRE EN PLACE POUR APPRÉCIER DE FAÇON FIABLE LES CARACTÉRISTIQUES DES ESP, ET ORIENTER L'ACTION PUBLIQUE ?

- Quels établissements d'ESP peuvent prétendre à un soutien de la Métropole ? Quels publics parmi les ESP peuvent être éligibles aux politiques d'aides métropolitaines ?

... qui pose des enjeux politiques territoriaux qui dépassent la seule question de l'enseignement supérieur et de la formation

Le développement de l'ESP est un phénomène qu'il convient d'appréhender de façon systémique. Il interpelle aussi l'action publique aux échelles :

- sociale, pour le financement des études, l'accès aux aides et aux emplois alimentaires ;
- économique, pour concilier l'offre de formation avec les besoins actuels ou futurs d'un territoire en transition ;
- urbanistique pour contribuer à la résilience, la diversité et l'hospitalité du territoire.

L'ESP UN ACCÉLÉRATEUR DE LA CONCENTRATION URBAINE ?

> 50% Dans la métropole, plus de la moitié des effectifs étudiants du privé sont concentrés sur 3 zones : Lyon 2^e, Lyon 9^e et le campus d'Écully.



Cette situation géographique contribue à intensifier le phénomène de centralisation urbaine.

Source : UrbanLyon

Pourquoi définir une doctrine de l'action publique métropolitaine ?



1. Outiller les services pour mieux répondre aux demandes

Les services de la Métropole ont besoin d'un cadre d'action clair pour coordonner les initiatives et construire une offre de formation équilibrée. Cela suppose l'élaboration d'un diagnostic complet sur l'enseignement supérieur et une meilleure connaissance des établissements privés.



2. Rattacher plus d'étudiants à la politique d'enseignement supérieur

La crise sanitaire et sociale actuelle souligne à quel point les étudiants, souvent précaires, sont particulièrement vulnérables. La construction d'une métropole hospitalière passe par une plus large prise en compte des étudiants, issus des établissements publics et privés, dans les dispositifs d'aide et de suivi.



3. Mieux anticiper l'usage et la fréquentation des infrastructures

Construire des indicateurs de suivi permettrait d'analyser de façon systémique l'impact de l'enseignement supérieur sur l'écosystème métropolitain et d'ajuster sur le long terme les politiques publiques en matière de logement, de mobilité, d'aménagement, de santé, de culture, d'emploi, etc.



4. Déterminer quels établissements d'ESP soutenir et comment

Des critères transparents pour les citoyens et les agents, alignés sur le projet politique métropolitain et prenant en compte les atouts du territoire, sont nécessaires pour déterminer et promouvoir (financement, accès au foncier, etc.) les filières de promotion prometteuses.

